

## Lettre ouverte aux députés européens

### “L'accord provisoire sur le Fonds européen de la défense crée un précédent dangereux pour le fonctionnement démocratique de l'UE”

Bruxelles, 10 Avril 2019

Le mercredi 17 avril, vous devrez approuver ou rejeter l'accord provisoire sur la proposition législative créant un Fonds européen de la défense ([2018/0254\(COD\)](#)) dans le prochain cycle budgétaire de l'UE (MFF 2021-2027).

Cet accord crée un précédent dangereux pour le fonctionnement démocratique de l'UE, et notamment le rôle de contrôle du Parlement sur les programmes européens.

Il vous appartient de fermer cette boîte de Pandore tant qu'il en est encore temps, et éviter ainsi d'ouvrir la voie à une Europe devenant la vache à lait d'intérêts nationaux ou privés, et à un Parlement européen réduit à une simple chambre d'enregistrement.

Ce n'est pas ce que les citoyens européens attendent de vous à la veille d'élections cruciales, ce n'est pas ce qui rendra l'Union européenne plus légitime à leur yeux.

Nous vous appelons à rejeter cet accord provisoire et à laisser au prochain Parlement le pouvoir de décider ce qu'il souhaite faire avec 13 milliards d'Euros.

En l'état actuel, ce compromis **crée un précédent dangereux pour le fonctionnement démocratique de l'UE, en particulier concernant le rôle du Parlement:**

Selon l'article 27 de cet accord, la Commission européenne adoptera les programmes de mise en œuvre de ce Fonds via des 'actes d'implémentation' qui excluront le Parlement alors que les États membres bénéficieront d'un pouvoir de veto via le Comité de programme (art.28.2).

Ce qui devait être une exception pour le programme pilote de 2 ans précédent ce Fonds\*, afin de répondre à une contrainte de temps particulière, deviendrait alors la norme pour les 7 prochaines années. Et cela ne concerne pas seulement un nouveau champ d'action dans un domaine sensible: la même dérogation est proposée pour le programme Connecting Europe Facility, ouvrant la voie à un contournement systématique du Parlement par les États membres et remettant en cause les procédures démocratiques de l'UE.

La Conférence des Présidents avait pourtant donné un mandat clair aux négociateurs du PE: rejeter tout accord sur le Fonds défense qui remettrait en cause le rôle habituel du PE dans la mise en œuvre des programmes. Mandat finalement ignoré par une majorité de négociateurs au profit de considérations partisans et nationales.

L'accord provisoire pose un bon nombre d'autres problèmes, les négociateurs ayant cédé sur la plupart des demandes du Parlement. En particulier:

**Le processus d'évaluation éthique est loin d'être transparent et crédible.**

L'Article 7 était présenté comme une réponse aux préoccupations de la société civile; cependant le compromis affaiblit encore sa mise en œuvre, donnant un rôle central à l'industrie et utilisant la 'sécurité nationale' comme prétexte au secret général.

- L'examen éthique aura lieu uniquement avant la signature du contrat (et non pour *“toutes les propositions systématiquement”* comme prévu initialement), sur la base d'auto-évaluations fournies par le consortium industriel lui-même, et seulement *“lorsque nécessaire”* ;

\*Le programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense (EDIDP) pour 2019-2020

- Les activités touchant à des questions sensibles sur le plan éthique ne seront pas écartées mais les conditions de leur mise en œuvre seront spécifiées dans l'accord de financement ;
- Les experts indépendants chargés d'assister la Commission devront être indépendants et venir d'horizons variés, "en particulier des experts en "éthique de la défense", et viendront donc probablement de ministères de la défense ou de l'industrie ; et la liste de ces experts ne sera pas publiée, empêchant tout contrôle extérieur sur de possibles conflits d'intérêts ;
- La possibilité de mener des contrôles éthiques pendant la mise en œuvre et/ou de stopper un projet sur motif éthique a été supprimée.

### **Le Fonds va exacerber la course mondiale aux armements et la prolifération des armes légères et de petit calibre**

La contribution à la compétitivité de l'industrie et la "création de nouveaux débouchés commerciaux dans l'UE et au-delà" font partie des critères d'attribution.

Étant donné que l'industrie européenne de l'armement vend une part importante de sa production en dehors de l'Europe, subsidier la R&D de cette industrie pour stimuler sa compétitivité globale va inévitablement augmenter les exportations d'armes dans des zones de tensions ou de conflits ; la prolifération des armes encourage à son tour l'usage de la force plutôt que les solutions pacifiques.

L'UE n'aura aucun droit de regard sur les exportations d'équipements militaires auxquels elle aura contribué: les États membres, avec leurs pratiques divergentes, gardent le contrôle total sur les licences d'exportations même pour les équipements issus de subventions européennes. Même le contrôle sur les transferts hors Europe des résultats directement générés par les projets financés sera limité, et la menace de remboursement des fonds n'est pas suffisamment dissuasive pour que cela n'arrive pas.

Enfin, toutes les tentatives du PE d'exclure du Fonds le financement de la R&D pour les armes légères et de petit calibre lorsque qu'elles sont essentiellement destinées à l'exportation ont été rejetées par les États membres, bien que leur prolifération dans les zones de conflits ou sous tension est un facteur majeur de violence. Si encourager les exportations n'est pas l'objectif du Fonds, pourquoi une telle limitation pose problème ?

### **Le Fonds va toujours contribuer au développement d'armements controversés.**

Si l'exclusion d'armes létales autonomes sans possibilité de contrôle humain sur les fonctions critiques, obtenue in fine par le Parlement, est à saluer, la R&D pour d'autres types de systèmes autonomes ou sans pilote est toujours éligible, tels que les drones armés ou les systèmes complètement autonomes à but uniquement défensif.

Et certains types d'armes de destruction massive sont également éligibles, tels que les armes incendiaires ou les munitions à l'uranium appauvri. Dans un contexte où les traités internationaux 'évidents' peuvent être soudain remis en cause par les grandes puissances, il est inquiétant de voir que l'UE évite de se doter de normes claires lorsqu'il s'agit de développer de nouveaux systèmes d'armes.

Pour toutes ces raisons nous vous exhortons à rejeter cet accord provisoire; ce qui est en jeu va bien au-delà du Fonds de la défense lui-même.

Nous vous remercions de votre attention et restons à votre disposition pour toute information complémentaire.



*Laëtitia Sédou, chargée du programme UE, au nom des membres de l'ENAAT listés ci-dessous:*

Agir pour la Paix, *Belgium*  
 Aktion Aufschrei, *Germany*  
 Campaign Against Arms Trade, *United Kingdom*  
 Centre Delàs for Peace Studies, *Spain*  
 Committee of 100 in Finland, *Finland*  
 Gruppe für eine Schweiz ohne Armee (GsoA), *Switzerland*  
 Human Rights Institute, *Slovakia*  
 International Peace Bureau, *Switzerland*  
 Nesehnuti, *Czech Republic*

Norwegian Peace Association, *Norway*  
 Observatoire des armements, *France*  
 Rete Italiana per il Disarmo, *Italy*  
 Peace Union of Finland, *Finland*  
 Stop Wapenhandel, *the Netherlands*  
 Swedish Peace and Arbitration Society (SPAS), *Sweden*  
 Urgewald, *Germany*  
 Vredesactie, *Belgium*  
 War Resisters' International, *United Kingdom*

**Pour en savoir plus:**

Questions-Réponses en ligne sur le Fonds européen de la défense: <http://enaat.org/eu-defence-fund>

Rapport du mouvement de paix belge Vredesactie sur le rôle de l'industrie militaire dans la mise en place du Fonds:

[http://istopthearmstrade.eu/en/mapping-arms-trade?securing\\_profits](http://istopthearmstrade.eu/en/mapping-arms-trade?securing_profits)

**Tribunes, articles et communiqués de presse:**

[European Defence Fund on track for vote in April](#), Euractiv, 26-28/03/2019

[EU Defence Fund provisional agreement sets dangerous precedent against democratic functioning of the EU](#), Press release, 26/03/2019, in [English](#), [French](#), [Spanish](#)

[European Defence Fund could be breaching European treaties, legal opinion says](#), Euractiv, 14/12/2018

[Rise of killer robots seems inevitable at EU conference](#), EU Observer, 30/11/2018

[European Defence Fund - the militarisation of EU science](#), Opinion, EU Observer, 27/06/2018

[Over 700 researchers call on colleagues to speak out against EU military research programme](#) Press Release, 27 June 2018 (EN, FR, IT, SP)

[The European Defence Fund will merely benefit the industry and trigger arms race in autonomous weapons, says ENAAT](#) Press, Release, 13/06/2018 (DE, EN, FR, IT)

[Support for the arms industry will not make the world a safer place](#), Opinion, Euractiv, 16/11/2017